



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC) - 05 décembre 2008

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions du CNC ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse du CNC n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication-CNC

La Presse Canadienne, 5 décembre 2008 - "Quelques milliers" de personnes attendues à la manif pro-coalition à Montréal

Ce sont "quelques milliers de personnes" qui sont attendues à la manifestation de samedi, à Montréal, en faveur de la coalition politique à Ottawa et en faveur de mesures de soutien à l'économie.

Le rassemblement, auquel le public est convié, est prévu à 13 h devant le Complexe Guy-Favreau, ont fait savoir vendredi les dirigeants des trois principales organisations syndicales du Québec, la FTQ, la CSN et la CSQ. Des autobus ont été nolisés non seulement à Montréal, mais dans les régions limitrophes.

Des représentants du Bloc québécois, du Parti libéral du Canada et du Nouveau parti démocratique y prendront la parole.

Au cours d'une rencontre avec la presse, la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, a invité les citoyens de tous horizons à exprimer clairement leur mobilisation en faveur de la coalition politique à Ottawa et contre la fermeture du Parlement canadien alors que la crise économique sévit.

"Le vrai choix, pour l'ensemble des Canadiens, c'est: est-ce qu'on veut oui ou non un gouvernement Harper qui va faire l'école buissonnière devant la crise, et ce, pour quatre ans? C'est ça la cible, c'est ça qu'il faut ramener. C'est un des intérêts pour lesquels il faut être très nombreux dans la rue demain (samedi) et dans les prochaines semaines", s'est exclamée Mme Carbonneau.

Le secrétaire général de la FTQ, René Roy, compare la prorogation du Parlement à un "lock-out du Parlement" jusqu'au 26 janvier, en pleine crise économique. Pourtant, le contexte commande d'urgence des mesures de soutien pour l'industrie manufacturière, l'industrie automobile et la forêt, de même que des améliorations à l'assurance-emploi. Et c'est ce que la coalition politique propose, rappelle-t-il.

Pour sa part, le président de la CSQ, Réjean Parent, n'en revenait tout simplement pas de l'attitude du premier ministre Stephen Harper, qui a "levé le nez" sur les 49 députés du Bloc québécois, pourtant dûment élus par la population québécoise. "C'est complètement irresponsable de tirer à boulets rouges, de cultiver la haine chez les anglais de l'Ouest, de faire du 'Québec bashing' dans un contexte où ça ne m'apparaît absolument pas nécessaire", a-t-il fait valoir.

"Quand on cultive l'ignorance et la haine, je pense que c'est un premier ministre qui est de plus en plus dangereux à maintenir en place", a ajouté le président de la CSQ.

M. Roy tient aussi à apporter un bémol aux images émanant du Canada anglais vues dans les bulletins de nouvelles au cours des derniers jours. La FTQ, qui a des liens avec les syndicats du reste du Canada, par le biais du Congrès du travail du Canada, assure que les travailleurs du reste du pays sont tout aussi mécontents de voir l'absence de mesures de soutien à l'économie et en blâment Stephen Harper. Une manifestation en faveur de la coalition doit aussi avoir lieu à Toronto, samedi.

Congrès du travail du Canada, 5 décembre 2008 - Congrès du travail du Canada : Reprenez-vous en main ! Selon Ken Georgetti, les Canadiens et les Canadiennes paient déjà le prix de l'inaction du gouvernement fédéral en matière économique

Le Congrès du travail du Canada constate aujourd'hui que les chiffres dévastateurs de Statistique Canada en termes d'emploi prouvent sans l'ombre d'un doute que le gouvernement conservateur minoritaire n'assure pas le leadership économique dont

notre pays a besoin.

"Le mois passé, pendant que M. Harper et son ministre des Finances préparaient une déclaration économique beaucoup trop optimiste, 75 000 Canadiennes et Canadiens se sont retrouvés sans emploi, ce qui est supérieur à tous les mois de l'histoire récente. Pendant que le premier ministre disait à la population qu'il était inutile de stimuler davantage l'économie, 42 000 autres emplois manufacturiers ont disparu", a déclaré Ken Georgetti, président du Congrès du travail du Canada.

M. Georgetti déplore également les dernières annonces de pertes d'emplois à venir formulées par General Motors et, encore hier, par AbitibiBowater à Grand Falls-Windsor. Il en impute le blâme au premier ministre Harper et à l'échec de son gouvernement de venir en aide à sa population dans ce contexte de crise économique mondiale.

"Les usines ferment et les industries secondaires font des mises à pied. Moins de la moitié de tous ceux et celles qui perdent leur emploi peut s'attendre à recevoir de l'aide de notre système d'assurance-emploi déjà diminué. M. Harper a très peu fait pour améliorer les choses dans les 52 jours qui ont suivi son élection comme gouvernement minoritaire. Et aujourd'hui, il ferme le Parlement pour 52 jours pendant que les Canadiennes et les Canadiens attendent des solutions. La population canadienne mérite mieux", d'ajouter M. Georgetti.

Selon M. Georgetti, le gouvernement fédéral devrait agir et prendre un train de mesures économiques pour stimuler l'économie, entre autres en procédant à des investissements majeurs dans les infrastructures pour créer de l'emploi et en établissant les bases d'une économie plus écologique. Il faudrait également agir pour protéger les pensions, améliorer l'assurance-emploi et assurer la formation des gens licenciés pour qu'ils puissent retomber rapidement sur leurs pieds.

"Nous sommes le seul pays du G-20 à ne pas avoir pris de mesures énergiques pour répondre à la crise économique mondiale. Notre pays risque de se retrouver en mauvaise posture et nous sommes là à attendre que le premier ministre se reprenne en main", déplore M. Georgetti.

L'analyse de la situation des emplois selon l'économiste en chef Andrew Jackson

L'économie ontarienne a fait une dégringolade prononcée le mois passé quand le ralentissement américain a eu pour effet d'intensifier une crise déjà grave au niveau des emplois manufacturiers et forestiers. Un nombre sans précédent de près de 42 000 emplois manufacturiers ont disparu en novembre en Ontario seulement et

l'économie ontarienne a perdu 20 000 emplois de plus dans d'autres secteurs. Le taux de chômage a grimpé en flèche dans certaines collectivités industrielles durement frappées, dont Kitchener, St. Catharines et Oshawa. Globalement, le taux de chômage de l'Ontario a bondi de 6,5 % à 7,1 %.

A l'échelle nationale, 75 000 employés se sont retrouvés sans travail - à cause de la disparition de 42 000 emplois manufacturiers et de 26 000 emplois connexes dans les secteurs des transports et de l'entreposage - et le taux de chômage a augmenté de 6,2 % à 6,3 %. Il aurait grimpé bien davantage si la population active n'avait pas autant diminué, grâce au départ de travailleuses et travailleurs plus âgés : le taux de participation à la population active est passé de 67,9 % à 67,6 %.

Ces chiffres sont au moins aussi lamentables que ceux qui prévalaient à l'époque de la brutale récession manufacturière des années 1989 à 1992. Alors que près de 400 000 emplois manufacturiers ont disparu depuis le sommet de 2002, cette récession-ci s'annonce bien pire à moins que les gouvernements ne répondent à la crise très rapidement et d'une manière très déterminée.

Les chiffres ne laissent pas de place au doute : l'économie canadienne dans son ensemble est maintenant entrée en récession.

Le Congrès du travail du Canada, voix nationale du mouvement syndical, représente 3,2 millions de travailleuses et travailleurs canadiens. Le CTC réunit les syndicats nationaux et internationaux du Canada, les fédérations provinciales et territoriales du travail et 130 conseils du travail régionaux. Site Internet : www.canadianlabour.ca

FTQ - CSN - CSQ, 5 décembre 2008 - Stephen Harper obtient la prorogation du gouvernement : Pour la FTQ, la CSN et la CSQ «une triste semaine pour la démocratie canadienne»

Les dirigeants des trois plus grandes centrales syndicales du Québec, la FTQ, la CSN et la CSQ, qualifient de «triste semaine pour la démocratie canadienne» le fait que la prorogation de la session parlementaire a été obtenue hier par Stephen Harper. *«Nous sommes extrêmement déçus que Stephen Harper décide de fermer le Parlement canadien durant sept semaines, pour la seule raison d'éviter à son gouvernement de perdre le vote de confiance qui était fixé à lundi prochain»,* de dénoncer René Roy, Claudette Carbonneau et Réjean Parent. *«Cela reporte de plusieurs mois les décisions économiques importantes qui doivent être prises pour*

faire face à la crise économique. On assiste à une paralysie du Parlement depuis le 20 juin dernier. Si des élections devaient être déclenchées, la perte de temps serait désastreuse.»

«Ce qu'on a vu hier ressemble aux tactiques utilisées par les gouvernements autoritaires pour se maintenir en poste dans des pays aux pratiques démocratiques douteuses. Cette façon de suspendre la démocratie pour sauver la tête d'un Premier ministre est indigne d'une démocratie qui se respecte. C'est une tache qui vient souiller la réputation du Canada auprès de sa population, de même qu'à l'extérieur du pays», déplorent les représentants syndicaux.

Stephen Harper méprise le Québec

Les porte-parole syndicaux accusent Stephen Harper d'attiser une haine contre le Québec et sa volonté de s'autodéterminer. *«Le "Québec bashing" fait un retour en force. Le mépris du chef conservateur à l'égard des députés bloquistes, élus démocratiquement par la population québécoise, est une véritable honte»,* rappellent les chefs syndicaux.

Pour eux, *«M. Harper avait toutes les chances de montrer sa capacité à gouverner à l'occasion du discours de l'énoncé économique. Cet énoncé aurait dû prendre des allures de minibudget, avec des mesures concrètes pour aider les entreprises, les travailleurs, les retraités, les familles. Il ne l'a pas fait.»*

«Il a préféré confectionner de toute part une crise politique sans précédent pour assouvir une soif de vengeance envers les partis d'opposition à qui il a coupé les vivres en mettant fin au programme de subventions publiques, pour tenter de régner sans partage malgré sa minorité. Une soif de vengeance également envers les syndicats du Québec, qui ont appelé à battre le gouvernement Harper aux dernières élections. En gelant les salaires et en suspendant le droit de grève des fonctionnaires, en niant le droit des femmes de recourir aux tribunaux pour accéder à l'équité salariale, le gouvernement Harper est allé trop loin», affirme Claudette Carbonneau.

«Cette rancoeur envers le Québec, qui ne l'a pas appuyé aux dernières élections, l'a emmené à mettre en place un plan de dénigrement. Tout cela sans aucune mesure pour les secteurs en difficulté et les chômeurs, rien pour les travailleurs âgés, rien pour les familles, rien pour les retraités. Stephen Harper a franchi la zone de non-retour. Il a perdu définitivement la confiance. La main tendue arrive un peu tard. Comment croire en la sincérité de cet homme. Il tend une main, mais de l'autre il jette de l'huile sur le feu en refusant de discuter avec le Québec qui a élu le Bloc et auquel il ne veut pas être assujetti !», ajoute Réjean Parent.

Un gouvernement de coalition plus représentatif et démocratique

Les dirigeants syndicaux ajoutent qu'à l'inverse, les députés des trois partis politiques qui appuient la formation d'un gouvernement de coalition, soit le PLC, le NPD et le BQ, ont présenté un plan d'action proactif comportant des mesures exceptionnelles. *«Pour la première fois, le Québec obtient une amélioration du régime d'assurance emploi et de l'aide pour les travailleurs âgés. Il obtient des investissements pour soutenir les industries manufacturière et forestière, des mesures pour mieux protéger les rentes de retraite, le rétablissement des montants alloués à la culture et aux organismes à but non lucratif voués au développement économique, l'intensification des programmes d'infrastructure, de construction et de rénovation de logements»*, rappelle René Roy.

Aux citoyennes et citoyens de défendre la démocratie

M. Roy, Mme Carbonneau et M. Parent croient que, malgré la prorogation du Parlement, les Québécoises et les Québécois doivent continuer à réclamer haut et fort la formation d'un gouvernement de coalition respectueux de leurs droits et de leurs intérêts.

«Le temps presse. Ce n'est pas vrai que nous allons laisser Stephen Harper s'en tirer aussi facilement pour tenter de nous imposer un agenda économique et politique de droite, sans aucune mesure économique pour aider le monde ordinaire à passer à travers la crise, et avec des propositions pour nous retirer des droits démocratiques fondamentaux. Ça n'a aucun sens et nous devons prendre les moyens de nous faire entendre. C'est donc pour cette raison que les travailleuses, les travailleurs et l'ensemble de la population uniront leur voix, demain, pour manifester leur mécontentement et transmettre un message clair que nous voulons un gouvernement de coalition avec des propositions concrètes afin de nous aider à sortir de cette crise et ce, dans le respect du Québec», concluent les dirigeants de la FTQ, de la CSN et de la CSQ.

CTC, 5 décembre 2008 - Congrès du travail du Canada : Clôture des travaux : Le mouvement syndical réagit à la prorogation du Parlement

Le président du Congrès du travail du Canada a réagi à la dissolution du Parlement aujourd'hui, disant que des gens perdront leurs emplois et que cette décision retardera l'adoption de mesures bien nécessaires pour contrer la crise économique.

"Notre pays est sur le bord d'une crise économique. Les gens perdent leurs

emplois et voient leurs épargnes retraite s'évaporer. Tandis que les gouvernements à travers le monde prennent action pour stimuler leurs économies, notre Premier ministre met fin aux travaux de notre gouvernement. Ce n'est pas ce dont le pays a besoin. Le Parlement doit se mettre au travail," de dire Georgetti.

Georgetti compare le Premier ministre à un employeur qui fait tout pour ne pas signer une convention collective.

"Il agit comme un patron malveillant lorsqu'il ne peut pas obtenir ce qu'il veut à la table des négociations. Au lieu de travailler pour une solution, il ferme les portes et laisse tout le monde dehors. Nos députées et députés élus démocratiquement viennent de se faire mettre en lock-out. La majorité d'entre eux désirent rentrer au travail pour le bien du pays. La majorité d'entre eux veulent appuyer un plan économique visant à préserver des emplois et à protéger notre économie. Maintenant, ils ne peuvent pas le faire parce que le Premier ministre a écrasé notre démocratie," déclare Georgetti.

Georgetti a dit que les Canadiens et les Canadiennes perdront leurs emplois à cause des gestes que le Premier ministre a posé aujourd'hui.

"Combien de manufactures et d'usines fermeront leurs portes? Combien de gens perdront leurs emplois? Combien de gens se verront refuser des prestations d'assurance-emploi et seront forcés de voir leurs pensions disparaître pendant que le Premier ministre fait de la politique? C'est un jour sombre pour le Canada," de dire Georgetti.

Le Congrès du travail du Canada, voix nationale du mouvement syndical, représente 3,2 millions de travailleuses et travailleurs canadiens. Le CTC réunit les syndicats nationaux et internationaux du Canada, les fédérations provinciales et territoriales du travail et 130 conseils du travail régionaux. Site web : www.congresdutravail.ca

FTQ-Construction, 3 décembre 2008 - Politique fédérale : La FTQ-Construction dit oui à la coalition

Compte tenu de la situation économique incertaine qui prévaut actuellement, la FTQ-Construction estime que des mesures doivent être prises dans l'urgence pour venir en aide aux travailleurs et aux travailleuses, de même que leur famille, touchés par la crise.

La FTQ-Construction est donc favorable aux mesures proposées par la coalition, notamment l'augmentation des investissements en infrastructures, un plan de soutien pour les secteurs forestier, manufacturier et automobile, l'élimination du délai de deux semaines de carence avant d'obtenir de l'assurance-emploi ainsi qu'un programme de soutien pour les travailleurs et les travailleuses âgés. "Pour faire face à la situation économique actuelle, ça va prendre plus que des crédits d'impôts pour les plus nantis et des privilèges aux industries pétrolières de l'Ouest du pays", d'ironiser Richard Goyette, directeur général de la FTQ-Construction.

Faire de l'assurance-emploi une priorité

"L'assurance-chômage est une priorité pour nous depuis toujours, mais en ces temps d'instabilité économique, il apparaît impératif que des modifications majeures soient apportées au régime", de souligner Serge Dupuis, directeur de la sécurité du revenu à la FTQ-Construction.

La FTQ-Construction va donc plus loin que le programme de la coalition et réclame, en plus de l'élimination du délai de carence, une amélioration significative de l'accessibilité au régime, une augmentation notable du taux de prestations et une plus longue période de prestations. Serge Dupuis rappelle que plus de 54 milliards de dollars ont été volés aux chômeurs au cours des dernières années: "Cet argent-là, bien des familles en auraient grandement besoin aujourd'hui. Le temps file et les pertes d'emplois se multiplient sans cesse, dans tous les secteurs. Ca prend des mesures concrètes pour leur permettre de passer au travers de cette crise et rapidement!"

Arrogance et insouciance des conservateurs

"Parce que la FTQ-Construction s'est déjà prononcée contre un gouvernement conservateur, parce le gouvernement de Stephen Harper s'obstine à gouverner comme s'il était majoritaire et qu'il fait fi des préoccupations profondes des citoyens, la FTQ-Construction appuie la coalition PLC-NPQ-Bloc", déclare le directeur général de la FTQ-Construction, Richard Goyette.

Il est intolérable qu'un gouvernement menace de retirer le droit de grève à ses employés, d'ouvrir les conventions collectives déjà conclues, de s'en prendre à l'équité salariale en plus de modifier les règles de péréquation, ce qui met en péril les transferts nécessaires au financement des services publics.

"Au-delà de la partisanerie politique, la FTQ-Construction estime qu'il s'agit d'une question de choix de société. Parce que nous sommes tous et toutes concernés par la situation, c'est en tant que citoyens d'abord et avant tout que nous seront

présents au rassemblement samedi prochain, affirme Richard Goyette. Soyez assurés que nous ferons entendre nos revendications quant à l'assurance-emploi. La FTQ-Construction maintiendra la pression sur ce dossier dans l'intérêt de tous les travailleurs et les travailleuses."

Rappelons que la FTQ-Construction est la plus importante association syndicale de l'industrie de la construction avec plus de 70 000 membres, soit 44% de l'ensemble des travailleurs et des travailleuses de la construction du Québec.

La FTQ-Construction, encore et toujours dans l'action!

Renseignements: Maude Messier, responsable des communications, (514) 213-0770; Source: FTQ-Construction

CSD, 3 décembre 2008 - Selon la CSD, Harper s'est montré incapable de gouverner au nom de tous

Restreindre les dépenses, attaquer le processus démocratique, supprimer la possibilité du recours à la grève pour les fonctionnaires fédéraux et empêcher l'atteinte de l'équité salariale, telle a été la réponse du gouvernement Harper à la crise économique qui nous menace. Au lieu de stimuler l'économie, ce gouvernement, au nom de la supposée rigueur budgétaire, utilise la crise pour tenter de convaincre la population que la démocratie, ça coûte trop cher. M. Harper s'est donc montré incapable de s'élever au-dessus des intérêts partisans, ce qui lui aurait commandé de collaborer avec les partis d'opposition, comme il l'avait promis dans les jours ayant suivi l'élection.

Par contre, pour la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), le programme contenu dans l'"accord politique pour remédier à la crise économique" signé le 1er décembre démontre que les trois partis de l'opposition, eux, sont véritablement à l'écoute des Canadiens et des Canadiennes et qu'ils entendent apporter des solutions pertinentes à la crise actuelle. "C'est en stimulant l'économie que nous sortirons de la crise, pas en l'asphyxiant, comme se proposait de le faire le gouvernement Harper, et c'est en soutenant les gens les plus durement touchés par la crise que nous pourrions tenter d'empêcher la croissance des inégalités dans notre société, une iniquité qui serait néfaste à une sortie de crise honorable pour l'ensemble de la population", de mentionner le président de la CSD, M. François Vaudreuil.

A la CSD, deux mesures annoncées par la coalition nous plaisent particulièrement parce que nous militons depuis plusieurs années pour les faire adopter. D'une part, il est plus que temps de mettre en oeuvre un programme de soutien du revenu pour les travailleuses et les travailleurs âgés pour celles et ceux qui perdent leur emploi et qui n'ont pas espoir d'en trouver un autre à cause de l'écart trop grand entre leurs compétences et celles qui sont exigées aujourd'hui sur le marché du travail. Les mesures actives, dans ces cas-là, ne sont d'aucune utilité et on doit plutôt permettre à ceux et celles qui ont dû quitter l'école très tôt pour devenir soutien de famille de vivre dans la dignité une transition vers la retraite, appuyés en cela par l'ensemble de la collectivité. La crise doit être aussi l'occasion de se serrer les coudes, pas celle de remettre en cause des droits fondamentaux.

D'autre part, les propositions de modifications à l'assurance-emploi sont également les bienvenues, notamment l'élimination du délai de carence de deux semaines avant de pouvoir toucher des prestations, car elles permettront à ceux et celles qui perdront leur emploi d'avoir un revenu plus stable à la suite de cette période difficile.

"Les mesures de stimulation de l'économie, comme l'accélération du versement des montants dévolus au programme de renouvellement des infrastructures, la construction et la rénovation de logements et des investissements pour aider à la reconversion / adaptation des secteurs durement touchés par la crise, nous apparaissent aussi essentielles à mettre en oeuvre à cause de l'urgence qu'il y a à agir face à la crise économique" de conclure François Vaudreuil.

Renseignements: Jacques Désy, Communications CSD, (514) 231-1273;

Source: CSD

CNW, 3 décembre 2008 - Les Métallos de l'Ontario et du Canada atlantique demandent des mesures économiques immédiates, appuient un gouvernement de coalition et lancent une campagne pour l'assurance-emploi

"Tous nos dirigeants politiques doivent travailler de concert pour aider les travailleurs et leurs familles à réchapper à la crise économique mondiale, et c'est pourquoi j'appuie sans réserve un gouvernement de coalition à Ottawa", a déclaré Wayne Fraser, directeur du syndicat des Métallos pour l'Ontario et le Canada atlantique.

"Maintenir les familles à flot est tout aussi important que de maintenir les

entreprises à flot. Non seulement nous, les Métallos, disons "Oui à la coalition", mais nous lançons aussi une campagne en vue de proposer des mesures concrètes que le gouvernement doit prendre immédiatement pour aider les victimes du marasme actuel, que le programme d'assurance-emploi n'épaulé pas adéquatement.

"Le chômage augmente. Les nouveaux emplois seront très difficiles à trouver. Des dizaines de milliers de travailleurs mis à pied et leurs familles risquent de tout perdre. Les gouvernements donnent des milliards de dollars aux entreprises qui laissent tomber leurs employés, mais ils n'aident pas les travailleurs touchés.

"Ce n'est que justice qu'ils aident aussi les employés mis à pied et leurs familles, qui sont les vraies victimes de la conjoncture. Au cours des ans, des cotisations à hauteur de 54,1 milliards de dollars ont été siphonnées de la caisse de l'assurance-emploi pour être utilisées ailleurs. On a besoin dès maintenant de cet argent pour aider les travailleurs", a soutenu M. Fraser.

Les Métallos ont présenté un plan en cinq points qui vise à aider les travailleurs en cette période de profond déclin économique.

Ces cinq points sont les suivants :

- 1) Eliminer la période d'attente précédant le début du versement des prestations d'assurance-emploi.
- 2) Prolonger la période maximale de versement jusqu'à deux ans.
- 3) Augmenter le niveau des prestations ainsi que le revenu maximum au-delà duquel la disposition de récupération entre en vigueur.
- 4) Permettre aux travailleurs ayant touché une indemnité de départ de recevoir sans attendre des prestations d'assurance-emploi.
- 5) Réduire le nombre de gens injustement exclus du programme d'assurance-emploi auquel ils ont cotisé.

"Les Métallos vont se battre pour que des modifications importantes soient apportées au programme d'assurance-emploi. Nous demandons au nouveau gouvernement de coalition, qui représente la majorité des députés, de collaborer avec nous pour aider les travailleurs déjà touchés par la crise économique", a conclu M. Fraser.

Les travailleurs peuvent communiquer avec les Métallos à une nouvelle adresse électronique spéciale, dotherightthing@usw.ca, ou consulter le site Web www.expandei.com

Renseignements: Wayne Fraser, Syndicat des Métallos, directeur, district 6,

Ontario et Canada atlantique, (416) 243-8792, (416) 577-4045